

**Union européenne - Journée
internationale contre l'homophobie,
la transphobie et la biphobie -
Déclaration de la Haute
représentante, au nom de l'Union
européenne
(Bruxelles, 16 mai 2017)**

Aujourd'hui, avec des millions de personnes à travers le monde, l'UE célèbre la Journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie. Cette journée constitue une bonne occasion de rappeler aux gouvernements leur obligation de promouvoir l'universalité des droits de l'Homme et de faire en sorte que tout un chacun, quelle que soit son identité de genre ou son orientation sexuelle, puisse jouir de ces droits sans discrimination.

Au cours des dernières années, des progrès remarquables ont été accomplis de par le monde afin que, de plus en plus, les personnes lesbiennes, gays, bissexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI) puissent jouir de l'intégralité des droits de l'Homme. Plusieurs pays ont dépénalisé l'homosexualité et d'autres ont adopté de nouvelles lois visant à protéger les personnes en fonction de leur orientation sexuelle et de leur identité de genre. Aucune de ces évolutions n'aurait pu voir le jour sans le dévouement de militants courageux qui oeuvrent à faire avancer l'égalité des droits pour les personnes LGBTI.

Des obstacles considérables subsistent en de nombreux lieux à travers le monde. Les discriminations et les violences à l'encontre des personnes LGBTI sont encore très répandues. Avoir des relations homosexuelles est considéré comme un délit ou un crime dans plus de 70 pays; c'est même passible de la peine de mort dans certains d'entre eux. L'UE condamne dans les termes les plus fermes possibles toute discrimination et toute violence à l'encontre des personnes LGBTI.

Dans le monde entier, l'UE finance des projets visant à améliorer la visibilité et l'acceptation des organisations LGBTI, à favoriser leur dialogue avec les autorités pour modifier la législation, à lutter contre l'homophobie et à protéger les personnes LGBTI contre les actes de violence. Un soutien est également accordé en matière de formation, d'information et d'aide juridique aux personnes LGBTI et aux organisations de la société civile actives dans ce domaine.

En juin 2016, le conseil a adopté, pour la première fois, des conclusions sur l'égalité de traitement à l'égard des personnes LGBTI, en réponse à la liste de la commission énonçant des mesures sur cette question. L'UE continuera à travailler avec l'ensemble des partenaires pour faire avancer le respect des droits de l'Homme à l'égard de toute personne, quelle que soit son orientation sexuelle ou son identité de genre./.